

Interview de José Medeiros Ferreira: les réactions politiques à l'adhésion du Portugal aux Communautés européennes (Lisbonne, 25 octobre 2007)

Source: Interview de José Medeiros Ferreira / JOSÉ MEDEIROS FERREIRA, Miriam Mateus, prise de vue : François Fabert.- Lisbonne: CVCE [Prod.], 25.10.2007. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:08:43, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jose_medeiros_ferreira_les_reactions_politiques_a_l_adhesion_du_portugal_aux_communautes_europeennes_lisbonne_25_octobre_2007-fr-5f148bd9-4c32-41b6-9d4f-efe8d7569307.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Interview de José Medeiros Ferreira: les réactions politiques à l'adhésion du Portugal aux Communautés européennes (Lisbonne, 25 octobre 2007)

[Miriam Mateus] Le 12 juin 1985, le Portugal a signé le traité d'adhésion aux Communautés européennes. Quelle a été l'attitude des partis politiques, et éventuellement des syndicats et du patronat, par rapport à l'adhésion du Portugal?

[José Medeiros Ferreira] En ce moment, nous avons une vision syncrétique de cette attitude et tout le monde s'accorde à dire, dans la mesure où tout s'est bien passé, qu'il y avait un accord général. Aujourd'hui, il n'y a personne pour dire qu'il n'a pas été européen. Il n'en a pourtant pas été ainsi. Si on reprend les différentes positions, au moment de la demande d'adhésion, beaucoup d'analystes, beaucoup d'hommes politiques, beaucoup d'entrepreneurs et évidemment les syndicats – surtout ceux qui étaient les plus proches du Parti communiste – et le Parti communiste lui-même n'auguraient rien de bon de l'entrée du Portugal dans la Communauté économique européenne: les entrepreneurs à cause du choc de la compétitivité internationale que cela supposerait, le Parti communiste et les syndicats pour des questions géo-stratégiques ou par peur d'une libéralisation qu'ils ne souhaitaient pas.

Le grand argument de l'époque était que le Portugal relèverait difficilement le défi du choc qu'allait subir son économie au contact de l'économie de pays européens plus développés. Telles étaient les prévisions qu'on faisait en 1976 et en 1977 et qui, d'une certaine manière, ont accompagné les négociations. En résumé, je pourrais peut-être dire que la stratégie portugaise consistait à demander rapidement l'adhésion et à prendre du temps pour négocier. Toutefois, durant ces négociations, c'est-à-dire jusqu'en 1982-1983, il y avait de nombreuses réserves, y compris dans le pays, par rapport à l'entrée du Portugal dans la Communauté économique européenne. Il s'agissait de réserves qui tenaient du pessimisme. On prévoyait que les négociations n'aboutiraient pas, qu'elles ne seraient pas faciles, que nous nous retrouverions sans pêche, sans agriculture, sans eaux territoriales, enfin, toute une série de critiques sectorielles qui supposaient, dans une certaine mesure, que l'adhésion ne se ferait pas, mais bien souvent prévisions et souhaits sont inextricables.

Pour ce qui est de l'adhésion, je crois que le seul parti parlementaire qui se soit exprimé contre a été le Parti communiste et ses alliés de l'époque – car le Parti communiste s'était présenté aux élections avec d'autres groupes et avait pris un autre nom mais au fond, ce sont le Parti communiste et ses alliés qui ont émis des réserves ou se sont dits contraires à l'adhésion. Toutefois, un parti de droite ou qui se présente comme tel, le CDS-PP, sous sa première version Paulo Portas – je dis cela car il y a eu plusieurs versions Paulo Portas – sous sa première version Paulo Portas ou sous sa version Manuel Monteiro était un parti qui se montrait très réticent sur la question européenne. Pourtant, à cette période, un homme nommé Lucas Pires va transmettre un certain esprit européen – nous parlons des premiers temps de l'adhésion – au centre démocrate et social.

Un certain nombre de forces ont traîné les pieds, disons-le ainsi, plus lors de l'adhésion à la Communauté économique européenne que lors du succès de l'entrée. Nous sommes entrés dans une période très favorable – entre 1986 et 1992 – une période très positive sur le plan communautaire. Au Portugal, les critiques sont venues du Parti communiste et de ses alliés ainsi que de l'autre bord du spectre politique ou entrepreneurial, à savoir les secteurs que j'ai évoqués précédemment, la pêche, une partie du secteur agricole car l'agriculture connaîtra des développements inégaux avec la politique agricole commune et les fonds structurels qui vont arriver au Portugal. Avec l'afflux de ces fonds et le développement des exportations, le Portugal va peut-être vivre la période la plus positive depuis l'avènement de la démocratie. Ainsi tous les partis, toutes les forces politiques vont atténuer les critiques qu'ils faisaient à l'entrée du Portugal dans la Communauté économique européenne et vont adopter une position très souvent peu critique vis-à-vis de la politique communautaire.

À partir de 1992, lorsqu'on a commencé à parler de l'Union économique et monétaire, lorsque s'est posée la question du traité de Maastricht, on a commencé à assister au Portugal à une phase où la critique était absente. Nos européens n'étaient absolument pas critiques vis-à-vis du modèle communautaire. Tout ce qui venait de Bruxelles était accepté pratiquement sans la moindre critique, sans aucun filtre critique. Cela a bien entendu perturbé la rationalité du comportement de la société portugaise et de l'État portugais. À partir

de 1992, l'État portugais s'est comporté à plusieurs reprises de façon peu rationnelle – le problème appartient aujourd'hui au passé et il est résolu mais c'est seulement pour donner un exemple puisque vous m'avez posé la question. Lorsque le Portugal est entré dans le système monétaire européen, en 1992, le taux de change du serpent monétaire pénalisait la compétitivité des industries portugaises exportatrices. Pourtant, le Portugal a accepté d'entrer dans le système monétaire européen alors que, précisément, le Royaume-Uni en sortait. Et étant donné que nous parlons du Royaume-Uni, continuons, seulement pour compléter le raisonnement puisque nous arrivons à la fin de l'entretien. Le Portugal avait accompagné le Royaume-Uni dans une bonne partie de son processus d'intégration européenne, même avant son entrée dans la Communauté économique européenne, lors de l'AELE, lors de la demande d'adhésion de 1962, lors de l'accord de 1972, lors de l'entrée et lors de la demande d'adhésion durant le semestre présidé par le Royaume-Uni.

Le lien entre le Portugal et le Royaume-Uni s'est relâché en 1992: d'abord, parce que les relations commerciales n'étaient plus aussi intenses, le Royaume-Uni commençait à être supplanté par la France, l'Allemagne puis par l'Espagne mais aussi parce que le Portugal allait entrer dans le système monétaire européen – qui allait conduire à la monnaie unique, comme on disait à l'époque, à la zone euro, comme on dit aujourd'hui – et le Royaume-Uni allait en sortir. C'est pourquoi, je dirais que ces attaches Lisbonne-Londres ont effectivement pris fin avec l'entrée du Portugal dans le système monétaire européen en 1992, l'année même où le Royaume-Uni en est sorti.